

Bulletin d'histoire politique

Frédéric Smith, « *La France appelle votre secours* ». *Québec et la France libre, 1940-1945*, Montréal, VLB, 2012, 293 p.

Samy Mesli



Volume 21, Number 3, Spring–Summer 2013

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1015342ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1015342ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Association québécoise d'histoire politique
VLB éditeur

ISSN

1201-0421 (print)

1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Mesli, S. (2013). Review of [Frédéric Smith, « *La France appelle votre secours* ». *Québec et la France libre, 1940-1945*, Montréal, VLB, 2012, 293 p.] *Bulletin d'histoire politique*, 21(3), 244–246. <https://doi.org/10.7202/1015342ar>

Frédéric Smith, « *La France appelle votre secours* ». *Québec et la France libre, 1940-1945*, Montréal, VLB, 2012, 293 p.

SAMY MESLI
Département d'histoire
Université du Québec à Montréal

L'ouvrage de Frédéric Smith, publié chez VLB dans l'excellente collection « Études québécoises », retrace le parcours exceptionnel de Marthe Simard, fondatrice et présidente du Comité France libre de Québec, avant de devenir, en 1943, la première femme parlementaire nommée dans l'Hexagone.

Née en Algérie en 1901, Marthe Caillaux épouse en 1932 le Canadien français André Simard, chirurgien et professeur à l'Université Laval. Installé à Québec, le couple assiste en 1939 au déclenchement de la Seconde Guerre mondiale. Dès le début du conflit, les Simard mettent sur pied le comité d'Entraide aux combattants de langue française, afin de « grouper toutes les femmes canadiennes qui désirent soutenir le moral du soldat canadien-français et français en service actif; d'adopter le plus grand nombre possible de soldats [...] sans famille et sans ressources; de leur envoyer régulièrement des colis utiles contenant des lainages, des objets de toilette, des friandises et même des petites sommes d'argent » (p. 25).

L'effondrement de la France en juin 1940 et l'appel du général de Gaulle à la résistance renforcent l'engagement de Marthe Simard qui décide de fonder, avec quelques amis, un groupe de soutien au mouvement gaulliste. Après quelques mois de préparation, le Comité France libre est officiellement constitué en décembre 1940. Parmi les membres les plus actifs figurent Auguste Viatte, un professeur franco-suisse qui enseigne la littérature à l'Université Laval, et Élisabeth de Miribel: cette jeune Française, employée du Quai d'Orsay, avait été affectée à Londres en janvier 1940. Apprenant l'arrivée du général de Gaulle dans la capitale britannique, elle s'est immédiatement mise à son service, et a d'ailleurs dactylographié le texte de l'appel du 18 juin. Ayant de la famille dans la région du

Saguenay, de Miribel est envoyée en août 1940 au Canada pour y recueillir des appuis pour la France libre.

Installé au domicile des Simard, situé au 59 rue d'Auteuil, le Comité développe ses activités. Il organise des collectes de fonds en faveur des soldats et des familles de volontaires français, et fait parvenir des colis aux prisonniers de guerre. Afin de contrer les campagnes organisées par le régime de Vichy, et relayées au Québec par le consul de France Jean Ricard avant son expulsion du pays en 1942, l'organisation de la propagande gaulliste constitue une priorité pour le Comité. En août 1941, son secrétaire, André Verrier, affirme ainsi que la France libre « doit faire au Canada le travail de propagande qui n'a pas été fait depuis le traité de Paris de 1763. Les Canadiens français, avant la guerre, aimaient la France malgré elle, malgré l'inertie de ses représentants politiques et commerciaux ». Soutenir le gaullisme, conclut-il, « c'est là, le grand service que peut, que doit rendre le Canada à la France libre d'aujourd'hui, à la France libérée de demain » (p. 106). Pour ce faire, Marthe Simard, Élisabeth de Miribel et d'autres membres du groupe multiplient les interventions sur les ondes des stations de radio, dans les expositions provinciales et les rassemblements publics, et diffusent également des pétitions en faveur de la France combattante.

Pendant le conflit, Québec s'impose comme une étape obligée pour les dignitaires de la France libre de passage en Amérique du Nord, et c'est aux dirigeants du Comité que revient la charge d'encadrer ces visiteurs. L'amiral Thierry d'Argenlieu et André Philip, notamment, sont accueillis dans la Vieille Capitale, ainsi que l'écrivain Antoine de Saint-Exupéry, qui prononce une conférence au Palais Montcalm en mai 1942. Il semble d'ailleurs que l'auteur se soit inspiré du fils aîné de la famille de Koninck, chez qui il résidait, pour dessiner le personnage de son célèbre roman du *Petit prince* (p. 132).

Contrairement à Montréal, plus favorable à Vichy et où le mouvement gaulliste fait l'objet de profondes divisions, en raison notamment de la personnalité controversée du président de l'Union nationale française de Montréal, William Vignal, la ville de Québec offre un contexte plus propice au développement des activités du Comité. Outre le soutien, en coulisse, du gouvernement de King, le premier ministre libéral Abélard Godbout et le maire Lucien Borne affichent leurs sympathies pour de Gaulle. À l'instar du cardinal Villeneuve, archevêque de Québec, plusieurs membres du clergé prennent position pour la France libre. Des journalistes, comme Pierre Chaloult et Willie Chevalier, intègrent le Comité et mettent leur plume au service de la propagande gaulliste. À l'Université Laval, un noyau de professeurs, constitué autour de Charles de Koninck et des pères dominicains Thomas Delos et Georges-Henri Lévesque, milite également aux côtés des Simard. Dans la population, le Comité peut

compter sur différents appuis, parmi les membres de la communauté française, mais également chez les Canadiens français ainsi que dans des familles anglophones, à l'instar du couple de peintres Catherine Rhodes et Percyval Tudor-Hart. L'influence du groupe dépasse par ailleurs les limites de la capitale, puisque des sous-comités sont créés dans les comtés voisins et jusque dans la région de Rimouski. À la fin de 1942, pas moins de 16 sous-comités sont rattachés à l'organisation de Québec (p. 154).

La reconnaissance du travail accompli par Marthe Simard arrive le 2 novembre 1943, lorsqu'elle est nommée par de Gaulle membre de l'Assemblée consultative provisoire d'Alger. Elle devient ainsi la première Française investie de pouvoirs politiques, la seule femme à siéger dans le nouveau parlement. Cette nomination est saluée avec enthousiasme par la presse canadienne. Invitée à s'adresser aux journalistes, Simard confie sa joie et son engagement de faire comprendre aux Français « ce qu'ils doivent au Canada » (p. 181). À Alger, elle intervient à deux reprises à la tribune de l'Assemblée pour souligner le rôle joué par le Canada dans le soutien à la Résistance et réclamer une place plus importante pour les femmes en politique. En août 1944, elle bénéficie d'une permission de deux mois pour rentrer auprès des siens et célèbre, avec la population de Québec, l'annonce de la libération de Paris. Le 8 novembre 1944, Marthe Simard est dans la capitale française pour siéger au sein de l'Assemblée consultative, aux côtés notamment de Lucie Aubrac. Invitée par le général de Gaulle à poursuivre une carrière politique dans l'Hexagone, elle décline l'offre et rentre à Québec en mars 1945. Elle y passera le reste de sa vie, avant de s'éteindre en 1993, à l'âge de 92 ans.

Retirée de toute vie publique après la guerre, Marthe Simard était tombée dans l'oubli. Le travail de Frédéric Smith permet de saluer la mémoire de cette femme au destin hors du commun. À travers le parcours de cette combattante et des principaux animateurs du Comité France libre, ce livre nous replonge dans le Québec des années de guerre. Il permet de mieux analyser l'émergence du mouvement gaulliste au Canada, mais aussi les tensions et les rivalités qui ont émaillé la Résistance. Il démontre surtout que face aux éléments les plus conservateurs de la société qui ont soutenu le régime de Vichy, de nombreux Canadiens français, y compris dans le clergé, ont embrassé la cause de la France libre. Fort bien documenté, l'ouvrage de Frédéric Smith constitue, avec l'étude d'Éric Amyot, une référence sur le Canada et ses relations avec la France durant la Seconde Guerre mondiale.